



Nouvelles mesures gouvernementales : On ferme la nuit, le dimanche et fériés pour le dialogue social !

L'été a été parsemé d'épisodes caniculaires dans un contexte d'accélération de fermetures de structures, de lits et de places au sein des établissements du sanitaire, du médico-social et du social, cela faute de moyens, rendant l'exercice des professionnel.les ainsi que leurs conditions de travail extrêmement difficiles et éprouvantes. Les multiples dysfonctionnements et restrictions d'accès aux soins se sont soldés parfois par des situations dramatiques pour la population et les usagers, elles sont inacceptables. Dans ce contexte, les personnels souffrent au quotidien pour remplir leurs missions, ils sont sous tension constante, et sont de plus en plus nombreux à quitter les établissements et leur métier par manque de reconnaissance.

Nos organisations CGT, FO, SUD et UNSA Santé et Sociaux ont alerté à de multiples reprises de la gravité de la situation de dégradation de notre système de santé et d'action sociale. Ensemble nous avons décidé, depuis le mois de mai, de ne plus assister aux réunions et / ou aux instances nationales dans la Fonction Publique Hospitalière conviées par le ministère, tant que celui-ci n'apporte pas des réponses adéquates aux légitimes revendications des salarié.es en respectant le dialogue social nécessaire avec les personnels de terrain que nous représentons.

Une fois de plus, nous apprenons par voie de presse des mesures indemnitaires qui vont s'appliquer pour les salarié.es dans nos secteurs d'activités sans que nous soyons à minima intégrés à une négociation préalable. Force est de constater que le gouvernement et notre nouveau ministre définissent le dialogue social comme « un entre soi ». Nous exigeons des mesures de fond pérennes pour rendre ces secteurs d'activité plus attractifs, comme une revalorisation salariale par l'augmentation du traitement de base du personnel, un plan de formation urgent de professionnel.le.s, des recrutements pour augmenter les effectifs et des ratios d'encadrement dans les établissements, accompagnées d'un PLFSS 2024 démontrant une volonté d'augmenter les moyens pour notre système de santé et de protection sociale. Ceci permettrait un meilleur accès et une meilleure qualité de prise en charge de la population sur l'ensemble du territoire. À ce jour, nous restons sans réponse à nos demandes de débat et de travail sur tous ces sujets.

Le nouveau ministre de la Prévention et de la Santé a fait cet été sa campagne de presse et sa tournée dans quelques établissements, sans prendre la peine de rencontrer les organisations syndicales nationales représentatives des personnels. Nos organisations ne retourneront pas autour de la table sans que certains préalables soient acquis, qui doivent se traduire par le respect et la reconnaissance des personnels et de leurs représentant.e.s élu.e.s.

Les questions de santé ainsi que d'accès à la santé font partie des premières préoccupations des Français et des salarié.e.s. Il est temps que le gouvernement s'en préoccupe aussi, urgemment et réellement, au lieu de faire de la communication et des effets de manche par des annonces unilatérales.

Paris, le 5 septembre 2023.